

Déjeuner avec Charles Beer

La rentrée du ministre qui a dû rétablir les notes

Yelmarc Roulet

Mais oui, mais oui, c'est la rentrée! 70 000 élèves genevois et 100 000 vaudois reprennent ce lundi, après tous leurs camarades des autres cantons, le chemin de l'école. C'est aussi la rentrée pour *Le Temps* qui retrouve ses rubriques habituelles après six semaines de formule estivale. Charles Beer, le patron de l'école genevoise, a accepté notre invitation à déjeuner. Plus qu'ailleurs, la rentrée à Genève est marquée par du neuf: les notes, après le plébiscite populaire du 26 septembre dernier, font leur grand retour dans les cahiers.

Ce jeudi midi, c'est encore le grand soleil des vacances qui frappe les tables du Grütli, au coin de la place Neuve. Culturel et plutôt jeune. La maison des arts propose théâtre et cinéma, son café des figues farcies au fromage de chèvre rôties au poivre long, et autres petits plats colorés et sympas, servis dans la plus grande décontraction. «J'aime y venir le soir», dit le conseiller d'Etat pour expliquer son choix. Une manière aussi de rappeler à quel point il tient à ses compétences de politique culturelle, otages d'un récent bras de fer non seulement avec la Ville de Genève mais avec ses propres collègues du Conseil d'Etat.

Charles Beer est venu au rendez-vous accompagné de May Piaget, responsable de la communication dans l'état-major du ministre. Pas vraiment prévu dans notre formule du «déjeuner avec», pas vraiment inattendu non plus: les journalistes se sont habitués à ne plus voir l'un sans l'autre.

Alors ce retour des notes, le patron socialiste de l'école genevoise le célèbre-t-il de bon cœur? Au moment où la question est posée, la serveuse du Grütli passe prendre la

commande. «Cela tombe juste au bon moment», rigole Charles Beer. Mais la réponse qui tombe quelques instants plus tard est claire: «Zéro état d'âme. Les notes et les moyennes, ce n'est pas le système que j'avais retenu, c'est sûr. Mais c'est la décision du peuple. J'étais décidé dès le soir de la votation à la suivre dans la lettre et dans l'esprit: il y aurait des moyennes dès la rentrée 2007, même si l'initiative ne le demandait pas expressément. Mais vous savez, ce n'est pas un élément fondamental dans le système scolaire. Ce n'est pas comme si on me demandait de renvoyer de l'école les enfants de parents clandestins.»

«La montée terrible des inégalités fait peser un risque invraisemblable sur la démocratisation des études»

Tout de même, les notes, les moyennes, le redoublement restaurés en cette rentrée 2007, la fin d'une illusion? «C'est certainement la fin de quelque chose. Sans doute d'une école qui pouvait évoluer, voire changer complètement sans cadrage démocratique. Les parents vivent une période d'angoisses pour leurs enfants, leurs résultats scolaires, leur devenir. Ils craignent qu'ils vivent plus mal qu'eux. Ils ont grand besoin de se prononcer, finalement c'est une bonne chose.»

Elu au Conseil d'Etat en 2003, Charles Beer avait hérité d'une réforme scolaire lancée sept ans plus tôt. Le voilà aujourd'hui poussé à mettre en œuvre le retour de balan-

cier réclamé par le peuple. Mais son école à lui, le pilote, que veut-elle être?

«L'école doit donner un message fort de qualité et d'exigence. Mais si l'on veut réussir, il ne faut pas oublier que les inégalités fait peser un risque invraisemblable sur la démocratisation des études et l'insertion professionnelle et sociale. Quand j'ai fait ma tournée des écoles, au rythme d'un établissement par semaine, j'avais parfois l'impression de ne pas être dans le même canton. Les enseignants ne me parlaient pas de la même chose. Et quand les enfants sourient, je ne vois pas les mêmes dents.»

Depuis 1990, le taux de chômage a passé de 1 à 7% et le nombre d'enfants dans les familles bénéficiant de l'assistance a augmenté de 400%. Il faut prendre des mesures correctrices et c'est notamment le but du réseau d'enseignement prioritaire, étendu lors de cette rentrée 2007 à six nouveaux établissements. A l'exception d'une expérience zurichoise très liée à l'immigration – May Piaget est allée l'observer à Zurich – Genève est pionnier dans ce domaine. Le réseau touche les établissements fréquentés en majorité par des milieux défavori-

sés. Il repose sur un contrat avec les enseignants: plus de moyens contre un engagement à rester trois ans au moins.

Dans le brouhaha de midi, Charles Beer évoque ses liens privés avec l'enseignement, un monde qui lui est familier depuis toujours. Sa mère faisait le secrétariat pour les inspecteurs de l'école primaire. Lui-même a enseigné, avant d'entamer la carrière syndicale qui le mènera au gouvernement genevois: des suppléances dans les écoles où il avait été élève. «J'ai toujours été à l'école dans les quartiers modestes, cela m'a sans doute influencé. Comme à Cité-Jonction, l'un des établissements concernés par l'extension à cette rentrée du réseau d'enseignement prioritaire. Dans les quartiers populaires, les choses ont changé. Les grandes catégories professionnelles comme celle des ouvriers ne veulent plus dire grand-chose. Mais vous avez le livreur de pizzas qui côtoie le chômeur de longue durée, le retraité ou celui qui tient une épicerie familiale ouverte la nuit. C'est l'explosion des statuts, la multiplicité des provenances et la disparition des références automatiques. Pour l'école, l'augmentation du défi social avec des moyens qui n'augmentent pas.»

Dans l'organisation scolaire, sait-on encore comment garantir au mieux l'égalité des chances? On dit tout et son contraire. Dans les études PISA, les meilleurs résultats sont obtenus en Finlande, avec un tronc commun jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, et en Corée du Sud, avec le système le plus hiérarchique du monde! Confronté à deux initiatives de signe contraire, Genève devra

bientôt résoudre son propre casse-tête sur le cycle d'orientation. «Sur le plan philosophique, je souscris pleinement au principe d'une école hétérogène, mais la population et le corps enseignant n'y sont pas prêts. Même si je le pouvais par un simple décret, je ne ferais pas!»

Le grand enjeu, pour Charles Beer, c'est la formation des profs. Un enseignant forme pendant un demi-siècle des élèves qui utiliseront leurs connaissances pendant un demi-siècle, il laisse une trace sur cent ans. Alors on y travaille. Le projet de loi sur l'institut de formation des maîtres sera présenté avant la fin de cette année. Un regret au passage pour le choix minimaliste fait par la conférence des chefs de départements: un bachelor de trois ans. «C'est trop court, les enseignants doivent être capables de stratégies face aux énormes enjeux de société. Je suis convaincu qu'il faudra revoir ce choix.»

May Piaget, gardienne des propos et du timing, regarde sa montre. L'heure du prochain rendez-vous est venue. Organiser la rentrée, c'est aussi compliqué qu'établir le nouvel horaire CFF. Charles Beer a deux enfants à l'école primaire. «Comme profs, ils ont tout eu, des plus réacs aux plus zélés des pédagogistes. Chaque fois que l'enseignant est motivé il est bon. Je suis désolé, le débat idéologique est surdimensionné.»

Le menu

Deux «Orechiette primavera, basilic, pignons, tomates-cerises»

Une «Salade marocaine, carottes, agrumes, pistaches, raisins»

Eaux minérales

Trois cafés

Total: 89.-